

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

DB

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour leur application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU L'arrêté préfectoral du 20 janvier 1981 autorisant le GAEC DE CRECH MIN à exploiter à PENVENAN au lieu-dit "Crech Min" (section E N°s 5, 6 et 12) un élevage de 73 000 volailles (30 000 pondeuses et 43 000 poules) ;
- VU la demande présentée par la SARL ELEVAGE AVICOLE LA TRINITE en vue de procéder à la restructuration et l'extension au même lieu-dit (section E n°s 5, 965 et 967) du poulailler qui comprendra après travaux 110 000 animaux équivalents (poules pondeuses), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de PENVENAN (13 août 1993), TREVOU-TREGUIGNEC (8 septembre 1993), CAMLEZ (31 août 1993), KERBORS (24 août 1993), MINIHY-TREGUIER (13 août 1993), PLOUGUIEL (17 septembre 1993), PLEUMEUR-GAUTIER (3 septembre 1993), PLEUDANIEL (23 septembre 1993), PLEUBIAN (28 juillet 1993), PRAT (27 août 1993), BERHET (14 septembre 1993) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, ainsi que celui de M. le Sous-Préfet de LANNION émis respectivement les 1er septembre 1993, 13 octobre 1993, 3 août 1993 et 12 août 1993 ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 11 avril 1994 et 5 juillet 1994 prorogeant chacun le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 juillet 1994 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 29 juillet 1994 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

a) L'arrêté préfectoral susvisé du 20 janvier 1981 est abrogé.

b) La SARL ELEVAGE AVICOLE LA TRINITE est autorisée à exploiter à cette adresse (section E N°s 965 et 967) un élevage de 110 000 animaux équivalents (poules pondeuses) de plus d'un mois en présence simultanée comprenant :

- élevage existant :73 000 poules pondeuses
- élevage à créer :37 000 poules pondeuses

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

ARTICLE 2 -

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 ;

4°) observation des prescriptions édictées dans le rapport du 8 juillet 1994 de l'inspecteur des Installations classées ci-annexé

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 3 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 4 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

.../...

ARTICLE 5 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PENVENAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de la SARL ELEVAGE AVICOLE LA TRINITE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SARL ELEVAGE AVICOLE LA TRINITE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 6 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 7 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
M. le Sous-Préfet de LANNION
Le Maire de PENVENAN,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la SARL ELEVAGE AVICOLE DE LA TRINITE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de TREVOU-TREGUIGNEC, CAMLEZ, KERBORS, MINIHY-TREGUIER, PLOUGUIEL, PLEUMEUR-GAUTIER, PLEUDANIEL, PLEUBIAN pour information.

SAINT-BRIEUC, le 1 SEP, 1994

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau

M.S. MOREAU